

Marché n° 2022 1050 132 841  
EJ court 180 007 16 30  
notifié le 3 janvier 2023  
réunion de lancement : 1<sup>er</sup> février 2023

# Observatoire de l'Arctique

## *Bulletin mensuel*

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –  
CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – TANGUY SANDRE –  
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – PIERRE THEVENOUX –  
JEAN-PAUL VANDERLINDEN – FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME



# SOMMAIRE

<b>AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE .....</b>	<b>3</b>
<b>NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE .....</b>	<b>4</b>
<b>ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE.....</b>	<b>5</b>
<b>INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..</b>	<b>7</b>
<b>PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE .....</b>	<b>8</b>
<b>TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME .....</b>	<b>9</b>

## **Contributeurs :**

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge),

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Pierre Thevenoux (FRS), Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Publications : Alexandre Taithe (FRS), Pierre Thevenoux (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM)

---

## Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

---

Les États-Unis continuent encore une fois de maintenir un engagement soutenu des armées américaines dans l'Arctique au travers de divers exercices multinationaux, que ce soit en Alaska ou en Europe du Nord. Les militaires américains participent à l'*Arctic Challenge Exercise* (ACE) du 29 mai au 9 juin qui regroupe 150 aéronefs et 3 000 militaires de 14 pays sur une zone qui couvre les trois pays nordiques ([High North News](#), mai 2023). Par ailleurs, le groupe aéronaval constitué autour du porte-avions USS *Gerald R. Ford* sera déployé dans la mer du Nord et l'Arctique pour s'entraîner avec l'armée norvégienne ([High North News](#), mai 2023). Ce déploiement suit de peu l'exercice *Formidable Shield 2023* de l'OTAN mené par les États-Unis et qui s'est tenu entre autres dans les eaux du Nord de la Norvège pour s'entraîner à contrer des menaces de missiles supersoniques ([Arctic Today](#), mai 2023 ; [Sea Wave Magazine](#), mai 2023). Enfin, l'exercice *Northern Edge 23* s'est tenu en Alaska. Il a été mené par l'Indo-Pacific Command et a réuni 150 aéronefs et plusieurs pays dont la Grande-Bretagne et l'Australie du 4 au 19 mai ([High North News](#), mai 2023). C'est d'ailleurs au cours de cet exercice, le 11 mai, que le NORAD a effectué une nouvelle interception d'avions russes, notamment des bombardiers TU-95 Bear, dans la zone d'identification aérienne (ADIZ) au large de l'Alaska ([Air and Space Force Magazine](#), mai 2023). Dans ce contexte, le général VanHerck, commandant du NORAD, a affirmé lors d'une audition auprès de la commission des forces armées du Sénat que les radars transhorizons sont nécessaires mais non suffisants pour assurer la détection des menaces dans l'Arctique en déclarant que ce radar « *is not the end-all, be-all* ». Le général VanHerck a également soutenu qu'une vision plus large et intégrée d'un système de partage des données, de détection et de télécommunication était nécessaire pour la défense aérienne. Il a également noté que le *North Warning System* (NWS) était une pièce de ce puzzle de défense aérienne mais qui nécessite une modernisation pour pouvoir détecter les menaces supersoniques, modernisation qui tarde à venir ([Air and Force Magazine](#), mai 2023).

Au Canada, le Comité Permanent de la Défense nationale a rendu, fin avril, son troisième rapport sur la sécurité dans l'Arctique composé de 26 recommandations « pressantes » au gouvernement fédéral, parmi lesquelles le recensement et la modernisation des infrastructures civiles et militaires, l'acquisition de matériel et le recrutement de personnel au sein des Forces ou encore la concertation, pour certains sujets, avec les gouvernements autochtones ([Chambre des communes](#), avril 2023). En conséquence, les équipementiers industriels québécois sont sur le qui-vive pour se mettre à niveau après l'annonce de la construction des brise-glaces à Davie. Pour le secteur « *cela signifie que le créneau de la construction navale est appelé à prendre une place plus importante au sein de son volume d'affaires* » ([La Presse](#), 22 mai). Par ailleurs, le mois de mai 2023 a vu s'accumuler les enjeux sociaux, notamment liés à la santé. En effet, le manque de main d'œuvre dans ce milieu touche toutes les régions de l'Inuit Nunangat, l'Arctique canadien. Au Yukon, le taux de postes vacants pour les infirmières communautaires dépassait 40 % en 2022, entraînant des coupures de service temporaires. Pour y remédier, la ministre de la Santé du Yukon, Tracy-Anne McPhee, a appuyé la volonté du gouvernement fédéral de faciliter les procédures de reconnaissance d'équivalence pour embaucher du personnel de santé formé à l'étranger ([RCINet](#), 15 mai). Au lendemain de cette annonce, Naujaat est devenue la troisième communauté du Nunavut – après Pond Inlet en mars 2023 et Pangnirtung depuis novembre 2021 – à déclarer une éclosion de tuberculose, avec six cas actifs et dix cas latents ([CBC News](#), 16 mai). En parallèle, les Premiers ministres du Nord se sont réunis à Inuvik pour leur rencontre annuelle les 16 et 17 mai. Lors de cette rencontre, ils ont échangé à propos de « *plusieurs sujets de 'préoccupation mutuelle', allant de la sécurité de l'Arctique au changement climatique, au logement et aux soins de santé* » ([CBC News](#), 18 mai), alors qu'une décision arbitrale reconnaît, après cinq ans de procédure, que les gouvernements du Nunavut et du Canada n'en font « *pas suffisamment pour promouvoir et soutenir l'emploi des Inuits dans la fonction publique* » ([Polar Journal](#), 22 mai).

Au Groenland, après six années parsemées de controverses ([Sermitsiaq](#), 29 avril), la commission constitutionnelle vient de délivrer une version préliminaire de la Constitution groenlandaise. Il appartient désormais à l'Inatsisartut, le Parlement groenlandais, de décider de l'organisation d'un référendum, ce à quoi le Premier ministre, Múte B. Egede, s'est montré favorable ([Altinget](#), 29 avril), appelant à lancer le débat plus largement dans la société ([DR](#), 28 avril). Le projet de constitution, qui comporte un certain nombre de similarités avec le projet féroïen dont les travaux ont commencé en 1998 ([Sermitsiaq](#), 1<sup>er</sup> mai), s'appuie sur la séparation des pouvoirs, la liberté d'expression, la défense d'une identité inuite ancrée dans la nature, et un régime démocratique prenant ses distances avec la monarchie danoise ([Sermitsiaq](#), 28 avril). La Première ministre danoise, Mette Frederiksen, n'a pas souhaité faire de commentaire, arguant qu'il s'agit « *d'un débat interne qui doit maintenant être mené au Groenland* » ([Sermitsiaq](#), 17 mai ; [Sermitsiaq](#), 26 mai). Au Folketing, le Parlement danois, Aki-Matilda Høegh-Dam, l'une des deux représentantes groenlandaises, a délivré un discours en Kalaallisut (langue officielle

du Groenland) pour dénoncer l'inégalité au sein du Royaume danois et de contester qu'elle « *ne soit pas autorisée à parler ce qui est le langage officiel du Groenland, territoire dans lequel elle est élue* » ([The Guardian](#), 12 mai). Par ailleurs, Múte B. Egede a alerté sur la dégradation des relations dano-groenlandaises due au retard dans les investigations sur la *spiral-kampagnen* ([DR](#), 21 mai) et aux relations tendues avec Lars Løkke Rasmussen, le ministre des Affaires étrangères ([Sermitsiaq](#) ; [Sermitsiaq](#), 25 mai). Ce dernier vient de présenter une nouvelle stratégie de politique étrangère et de sécurité pour faire face aux menaces accrues liées à la guerre en Ukraine ([Altinget](#), 16 mai), tandis que le nouveau ministre de la Défense, Lund Poulsen, fait du renforcement de la défense en Arctique une priorité, mentionnant notamment la station radar des îles Féroé, qui fait partie de l'*Arctic Capacity Package* de 2021 qui prévoit un investissement de 1,6 milliard de couronnes danoises dans l'Arctique ([High North News](#), 3 mai ; [Altinget](#), 30 avril). Enfin, le *Norwegian Intelligence Service* et l'opérateur de télécommunication groenlandais Tusass alertent respectivement sur les menaces liées aux services de renseignement russes et chinois sur le Groenland ([Sermitsiaq](#), 29 avril), mais aussi aux risques potentiels de rupture de câbles sous-marins, particulièrement vulnérables ([Sermitsiaq](#), 29 avril).

L'Islande a dans le cadre de l'OTAN été la nation hôte de l'exercice de guerre anti sous-marine *Dynamic Mongoose 2023* qui s'est tenu entre le 24 avril et le 5 mai dans les eaux se situant entre l'Islande et la Norvège. Cet exercice a réuni 15 navires représentant 10 pays ainsi que des aéronefs ([Gouvernement islandais](#), avril 2023 ; [Gouvernement islandais](#), mai 2023). Enfin, des informaticiens islandais ont brillé par leurs compétences au sein d'une équipe commune avec la Suède lors de l'exercice de cyber défense *Locked Shields* mené par le Centre d'excellence de cyberdéfense coopérative de l'OTAN qui s'est tenu en avril 2023 à Tallinn en Estonie. L'équipe binationale a gagné le concours contre 38 autres équipes nationales et 2 400 experts cyber, venant ainsi à bout de 8 000 attaques cyber en deux jours ([Gouvernement islandais](#), mai 2023). Ceci alors que le pays a été l'objet d'une attaque de hackers pro russes nommés *NoName057* qui ont réussi à rendre inopérants plusieurs sites officiels islandais, tel que celui du Parlement ainsi que son réseau intranet. Cette attaque serait liée à la tenue du sommet du Conseil de l'Europe qui avait lieu dans le même temps à Reykjavík ([Iceland Review](#), mai 2023).

---

## Norvège – Suède – Finlande – Russie

---

### Norvège-Russie : des commémorations du 9 mai sous tensions

Les manifestations russes pour commémorer la fin de la Seconde Guerre mondiale interviennent pour la seconde année dans le contexte de l'invasion russe en Ukraine. Au Svalbard et au Finnmark, l'attitude des autorités russes au cours de ce 9 mai met en avant des signaux faibles inquiétants à l'égard de la Norvège. Sur l'archipel arctique, la Russie a organisé une manifestation sous la forme d'une parade dans la principale rue de Barentsburg. Élément troublant de ce rassemblement, c'est l'apparence militarisé de ce défilé comprenant un hélicoptère et des motoneiges avec des hommes portant des tenues kaki, similaires à des uniformes militaires. Selon le ministère russe pour l'Extrême-Orient et l'Arctique, un défilé s'est également déroulé à Pyramiden, ville minière abandonnée en 1998.

Au Finnmark, les commémorations du 9 mai ont été émaillées par un incident à Kirkenes. Au cours d'un rassemblement organisé par le consulat général russe, deux participants provenant de Zapolyarni, ville frontalière russe, ont retiré une affiche contre la guerre en Ukraine placardée sur une stèle mémorielle. Au total une quarantaine de personnes ont participé à cette commémoration sans que le consulat russe n'ait publiquement informé de la tenue de ce rassemblement du 9 mai, comme de coutume. Ces incidents reflètent une nouvelle fois la militarisation des esprits qui opère au sein de la société russe et marquent une rupture avec l'esprit de Barents fondé sur le dialogue et la coopération entre les communautés de la région ([Chaîne Telegram du ministère pour l'Extrême-Orient et l'Arctique de la Fédération de Russie](#), 9 mai 2023 ; [the-barentsobserver](#), [9 mai 2023a](#), [9 mai 2023b](#)).

## Norvège : projets de développement de l'éolien offshore en mer de Barents

Le gouvernement norvégien soutient un grand plan de développement de champs éoliens offshore au large de son espace côtier. Parmi les vingt projets à l'étude, quatre seraient localisés en mer de Barents, dont un à proximité de la frontière maritime avec la Russie. Dans un discours auprès du Parlement norvégien (*Storting*), la ministre des Affaires étrangères Anniken Huitfeldt précise que l'énergie éolienne compte parmi les ressources que le pays souhaite exporter à l'avenir. Au total, les autorités norvégiennes ambitionnent de générer jusqu'à 30 GW d'électricité provenant de ces futurs champs, soit le double de la capacité de production actuelle du pays.

Dans le même temps, l'engagement du pays pour décarbonner les activités extractives du pays connaît également une avancée favorable. Ainsi, la société de gestion pétrolière Vår Energi a annoncé un projet pilote pour la construction d'éoliennes flottantes pour alimenter la plateforme pétrolière Goliat, gérée par le groupe italien Eni et située en mer de Barents. À cet effet, la société norvégienne s'associe aux entreprises Odfjell Oceanwind et Source Galileo, spécialisées dans le secteur des énergies renouvelables, pour la réalisation de ce complexe énergétique. Dénommé GoliatVIND, ce projet doit comprendre trois à cinq éoliennes flottantes, chacune ayant une capacité de production de 15 MW ([Communiqué de l'Autorité de régulation de l'énergie de Norvège](#), 25 avril 2023 ; [Offshore Mag](#), 27 avril 2023 ; [Communiqué du ministère des Affaires étrangères de Norvège](#), 3 mai 2023).

## Russie-Chine : la perspective d'un patronage chinois ?

En avril 2023, la signature d'un mémorandum sino-russe à Mourmansk concernant la coopération des garde-côtes (cf. Bulletin n°40) témoignait de l'intérêt des autorités russes d'accroître la présence de la Chine dans son espace septentrional. Au-delà de cet accord bilatéral sur la sécurité maritime qui signale un possible changement de paradigme dans la coopération sino-russe en Arctique, ce rapprochement pourrait connaître une phase d'accélération dans le domaine économique.

En effet, à l'occasion du forum d'affaires russo-chinois qui s'est tenu à Shanghai, le Premier ministre russe M. Michoustine a présenté un projet de développement concernant l'exploitation du gaz dans la péninsule de Yamal. La présence d'un surplus gazier pourrait amorcer un virage industriel dans la zone avec le développement d'une filière pétro-chimique. Dans un contexte d'urgence – une feuille de route doit être approuvée d'ici la fin 2023 ; la Russie voit dans la Chine un partenaire incontournable pour le développement de cette industrie. Selon M. Michoustine, l'implémentation de ce projet industriel pourrait avoir « *un effet multiplicateur sur toute une série d'industries connexes et contribuer à stimuler la croissance économique à long terme* » ([Ordonnance n°1241-r du 16 mai 2023 du gouvernement de la Fédération de Russie](#) ; [Communiqué du gouvernement de la Fédération de Russie](#), 23 mai 2023 ; [thebarentsobserver](#), 24 mai 2023).

---

## États observateurs et Union européenne

---

### Pays-Bas : tenue du Dutch Polar symposium 2023 et une sortie du GNL russe confortée

Le symposium polaire annuel des Pays-Bas s'est tenu au Museon à La Haye le 11 mai 2023. Il a été organisé par le programme polaire néerlandais (NPP), cinq ministères néerlandais et APECS Pays-Bas. Cette journée de présentation est aussi l'opportunité de rencontres pour les scientifiques polaires, les décideurs et autres professionnels polaires néerlandais et européens ([Polar Symposium 2023](#)). Une session entière a été consacrée au Conseil de l'Arctique, modéré par l'ambassadeur arctique des Pays-Bas et en présence de l'ambassadeur norvégien, de la SAO néerlandaise, de l'ambassade du Canada, du Arctic Centre de l'Université de Groningen et de WWF. Les Pays-Bas font partie des pays observateurs parmi les plus actifs dans la gouvernance arctique.

Au titre des sanctions européennes et en prévention de celles-ci ([High North News, 3 avril 2023](#)), les Pays-Bas ont entamé leur sortie du commerce de gaz naturel liquéfié (GNL) issu de l'Arctique russe ([High North News, 12 mai 2023](#)). Cette transition passe par deux mesures principales. La première a été prise en 2022 et interdit l'importation de GNL russe à partir du terminal flottant néerlandais EET, mis en service en septembre 2022. La seconde annonce en mai 2023 concerne le 2<sup>ème</sup> terminal GNL du Pays (GATE), qui interdit la signature de nouveaux contrats concernant du GNL russe. Depuis la guerre en

Ukraine en 2022, la part du GNL russe dans le stock des Pays-Bas est passée de 30% à 15%. Les Pays-Bas reçoivent encore une livraison de GNL russe provenant de Yamal LNG chaque trimestre, sur la base d'accords de long terme signés avant février 2022. Avec le retrait du Royaume-Uni et donc des Pays-Bas, les principaux partenaires occidentaux pour le GNL de la Russie en Europe se limitent désormais à la France, la Belgique et l'Espagne.

## Vers une évolution de la politique allemande pour l'Arctique

Fin avril, le Président allemand s'est rendu à Yellowknife, capitale des Territoires du Nord-Ouest, dans le cadre de sa première visite diplomatique au Canada (*Arctic Today*, 24 avril 2023). L'objectif de ce déplacement était d'observer en pratique les conséquences du changement climatique et promouvoir la coopération bilatérale (Gouvernement allemand, 23 avril 2023).

C'est dans ce contexte qu'un parlementaire allemand, Knut Abraham, a publié des recommandations destinées au gouvernement ([International Reports, 2023](#)). L'auteur réalise une mise en revue de l'état actuel de la politique arctique allemande et propose de nouvelles mesures à mettre en place.

L'Arctique représente d'ores et déjà un enjeu de premier plan pour l'Allemagne. À l'heure actuelle, sa participation dans la zone se ressent majoritairement à travers son rôle d'État observateur dans le Conseil de l'Arctique et, plus largement, la coopération scientifique régionale. L'Allemagne joue ainsi un rôle central dans le projet de recherche MOSAIC, dont le brise-glace *Polarstern* est la pierre angulaire. En outre, l'implication de l'Allemagne dans la région est également visible dans le cadre des activités de l'OTAN, notamment les exercices militaires qui ont lieu dans le Grand Nord.

Cependant, un accroissement de cette participation à l'OTAN et à la Politique étrangère de sécurité commune de l'Union Européenne est recommandé au regard du comportement de la Russie. Par ailleurs, l'approvisionnement en énergie de l'Allemagne passe à 60% par le trafic maritime, il est donc nécessaire selon le parlementaire de faire en sorte que la Chine et la Russie respectent le droit international. Leurs nombreuses revendications et mesures unilatérales constituent des menaces pour la stabilité régionale. Le dernier point d'intérêt allemand en Arctique concerne la question de la protection de l'environnement. En effet, que ce soit à travers l'abandon de sous-marins russes ou l'exploitation intensive des ressources, les espaces maritimes de l'Arctique sont soumis à une forte pression.

Ainsi, il est dans son intérêt que l'Allemagne s'implique davantage en Arctique. Néanmoins, cet engagement doit avant tout passer par Knut Abraham par le renforcement de la coopération internationale, avec ou sans la participation de la Russie, et non des actions unilatérales. Cet axe, à rebours des coopérations bilatérales entre acteurs arctiques et non arctiques initiées depuis février 2022, s'explique sans doute par les moyens importants, en comparaison de la France, accordés à la politique polaire allemande. L'Allemagne peut peser et compter dans les initiatives multilatérales en Arctique, contrairement aux acteurs disposant de moins de moyens.

## L'accroissement des investissements sud-coréens dans l'hydrogène canadien

À travers la branche énergie de la compagnie SK Group, la Corée du Sud a récemment annoncé des investissements conséquents dans l'hydrogène vert canadien ([High North News, 22 mai 2023](#)). Son ambition est d'accélérer la transition énergétique et développer le potentiel de la région dans le domaine des énergies renouvelables ([Arctic Today, 18 mai 2023](#)).

Ce partenariat constitue un nouvel exemple de la coopération bilatérale entre un État arctique et un État observateur mais cette fois-ci, sur le terrain commercial.

## Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

### La réunion de passation entre les présidences russe et norvégienne du Conseil de l'Arctique s'est tenue le 11 mai 2023

*Les acteurs ont déployé des trésors de diplomatie pour rendre la réunion possible en dépit du contexte glacial que connaît la coopération arctique depuis la guerre entre la Russie et l'Ukraine.*

Le 11 mai 2023 a marqué le passage de la présidence russe à la présidence norvégienne du Conseil de l'Arctique. La réunion s'est tenue à Salekhard (Russie) et en visioconférence, moyen commode de contourner les incidents diplomatiques et géopolitiques. Lors de cette réunion exceptionnellement courte, la Russie a été le seul pays à envoyer un ministre en la personne de Sergueï Lavrov, et la Norvège a été représentée par la personne du plus petit rang diplomatique possible : le *Senior Arctic Official* (SAO), qui est l'ambassadeur pour les affaires arctiques. Comme en 2019, ce n'est pas une déclaration ministérielle qui a été signée mais, en l'absence de ministres, un simple « *statement* ». Étant donné les circonstances, la réunion n'a pas non plus été appelée « réunion ministérielle » mais simplement « réunion du Conseil de l'Arctique ». Le document signé conjointement est très court et froid, il se contente de « reconnaître la fin de la présidence russe du Conseil de l'Arctique » ainsi que « le rôle historique et unique du Conseil de l'Arctique pour une coopération constructive, une stabilité et un dialogue entre les peuples de la région » ([Ministry of Foreign Affairs, 2023](#)).

Cependant, le fait que ce soit la Norvège qui prenne le relais est vu comme un élément positif car Oslo a l'habitude d'avoir des relations pragmatiques avec la Russie étant donné sa géographie, avec moins de désaccords idéologiques qu'Ottawa ou Washington. L'objectif affiché de la présidence norvégienne est d'assurer la survie du Conseil de l'Arctique. Le programme de la présidence norvégienne reconnaît que le Conseil de l'Arctique fait face à « un moment difficile et plein de défis pour la coopération internationale » ([Ministry of Foreign Affairs, 2023](#)). Ce défi ne réside pas seulement dans le fait de maintenir le dialogue avec la Russie, mais surtout de préserver un niveau arctique régional de dialogue à l'heure où la Russie ne mentionne plus le Conseil de l'Arctique dans sa stratégie arctique révisée ([Gouvernement russe, 2023](#)).

Alors qu'il était facile de suspendre les activités diplomatiques du Conseil avec la Russie qui en avait la présidence, qu'en sera-t-il sous la présidence norvégienne ? La Russie sera-t-elle invitée ? Viendra-t-elle ? Qu'en sera-t-il de la Chine comme observateur ? Le format des futures réunions des SAO fait toujours l'objet de discussions. Pour l'instant, la présidence norvégienne déclare que les réunions politiques ne peuvent pas reprendre ([Conseil de l'Arctique, 2023](#)). Par ailleurs, la question des observateurs, très présente dans les discussions des conférences arctiques, n'a pas été à l'ordre du jour en 2023. En l'état actuel, on observe un repli des États membres du Conseil sur la préservation de la structure telle qu'elle est pour le moment en se concentrant sur la transition et la reprise des travaux dans les groupes de travail. La question se posera à terme, au risque de voir l'importance du Conseil diminuer avec l'engagement des États observateurs dans d'autres forums de gouvernance arctique.

Une réunion est toutefois prévue en juin 2023 avec tous les présidents des groupes de travail et les secrétaires exécutifs, afin de planifier le travail qui sera entrepris au cours de la présidence ([Conseil de l'Arctique, 2023](#)). Il s'agira d'une première étape pour évaluer l'étendue de la coopération qui pourrait être envisagée au cours de cette présidence et au-delà. Les dix prochaines années, qui couvrent la durée du plan stratégique 2021-2030 adopté lors de la dernière réunion ministérielle (2021) avec les Russes, seront cruciales pour réinventer un modèle de coopération dans l'Arctique.

### Réunion de l'*Arctic Security Forces Roundtable* (ASFR), 25 et 27 avril, Turku, Finlande

Ce forum fondé par les États-Unis et la Norvège se tient tous les ans depuis 2010. La Russie en a été exclue en 2014 après l'annexion de la Crimée. Il a réuni cette année plus de 50 hauts dirigeants militaires de 11 pays alliés et partenaires de l'OTAN pour discuter de questions pour la sécurité dans le Grand Nord. C'est le plus récent membre de l'OTAN, la Finlande, qui a accueilli cette réunion. Les intérêts de la Russie et de la Chine dans l'Arctique ont été abordés, ainsi que la façon d'améliorer l'interopérabilité et la dissuasion intégrée des alliés et des partenaires de l'OTAN ([High North News, 28 avril](#)

[2023](#)). L'ASFR réunit, outre les pays arctiques, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas d'égal à égal avec ses partenaires arctiques.

---

## Publications des instituts de recherche

---

### L'« European Arctic » et la question de l'extension du Conseil de l'Arctique à de nouveaux États observateurs

Le chercheur canadien Marc Lanteigne illustre dans une publication de mai 2023 la régionalisation de l'Arctique ([Over the Circle, 18 mai 2023](#)). Il étudie les fenêtres d'opportunité récentes pour l'« European Arctic » dans cette publication ; il y explique que des ouvertures apparaissent pour les États européens en Arctique alors qu'à l'inverse, l'invasion de l'Ukraine coûte à la Russie ses relations avec le reste de la région.

La seconde guerre en Ukraine n'est pas étrangère au développement de l'Arctique européen. Sa première conséquence concerne l'adhésion, dans le cas de la Finlande, et la demande d'intégration, dans celui de la Suède, à l'OTAN. Si cette dernière se conclut positivement, sept des huit États du Conseil de l'Arctique feront désormais partie de l'Alliance atlantique, laissant la Russie plus isolée. Outre ces deux États historiquement non alignés, l'édition de mai 2023 de la Conférence Lennart Meri, conférence au rayonnement international organisée chaque année par le centre international pour la défense et la sécurité (ICDS, Tallinn) en Estonie, était l'occasion d'évoquer la politique extérieure russe. L'auteur précise que si l'Arctique n'était pas un point de premier plan, les questions relatives à la zone demeuraient sous-jacentes. L'organisation de cette conférence était l'occasion de renforcer les liens entre les États baltes et leurs voisins du Nord de l'Europe. Un autre exemple de l'implication croissante des États du reste de l'Europe est le *Dutch Polar Symposium*, au cours duquel la transition pacifique entre la Russie et la Norvège à la tête du Conseil de l'Arctique a été annoncée. Mais en dépit de la proposition russe de se réunir à Salekhard en Sibérie, la réunion du Conseil de l'Arctique s'est tenue à distance.

Ce dernier constat illustre la mise à l'écart de la Russie. En conséquence, cet État accroit sa coopération avec les États non occidentaux. La signature d'un mémorandum d'entente avec la Chine en avril 2023 à propos d'une coopération entre garde-côtières constitue un exemple frappant. De même, la proposition adressée par la Russie aux BRICS de participer à la recherche scientifique au Svalbard représente une ouverture de la Russie à des États non arctiques ([High North News, 14 avril 2023](#)). L'auteur présente la potentielle adhésion de nouveaux États à ce groupe comme un enjeu en devenir pour le Conseil de l'Arctique.

Néanmoins, l'auteur note que, quand bien même l'Arctique semble ouvrir ses portes à de nouveaux acteurs, dans les faits, l'acceptation de nouveaux membres observateurs au sein du Conseil de l'Arctique semble compromise à court terme. En effet, le consentement des huit États membres étant exigé, les candidatures récentes de l'Estonie, de la Lettonie, de l'Irlande et de la République tchèque ont peu de chance d'aboutir dans l'immédiat.

### L'exploitation des terres rares, une étude prospective dans l'Arctique russe

Cette étude ([Solovyova et Cherepovitsyna, avril 2023](#)) relate le potentiel de l'Arctique russe dans le développement de projets industriels visant à exploiter les terres rares. L'accent est mis par les auteures sur plusieurs points. Le premier qu'elles relèvent est la situation paradoxale de ces métaux. En effet, d'une part ils contribuent à l'essor des énergies renouvelables et, d'autre part, leur extraction implique de considérables risques environnementaux.

Ensuite, l'un des enjeux majeurs est leur impact sur l'économie nationale russe et, par extension, sur **la place de la Russie dans la chaîne d'approvisionnement mondiale**. Le développement de ces complexes industriels est considéré comme une priorité par le gouvernement qui, à ce titre, les soumet à une fiscalité incitative. En ce qui concerne le positionnement de la Russie à l'international, ses parts de marché ne s'élèvent qu'à 1,2% mais ses relations avec la Chine sont régulièrement mises en avant, notamment afin d'asseoir le monopole chinois (58% des parts de marché en 2020). Cependant, dans les



faits, un seul contrat a été conclu entre les deux États au cours des dernières années. Cette unique concrétisation fait relativiser l'implication, pourtant hautement médiatisée, de la Chine dans l'Arctique russe.

---

## Trafic maritime – Sécurité maritime

---

Après plus de trois ans de construction, la mise en service complète du 1<sup>er</sup> train de liquéfaction du **projet Arctic LNG 2** de Novatek dans la péninsule de Gydan et de son terminal d'Utrenniy se précise ([Rosatom.ru](https://rosatom.ru), 24 avril 2023). Entre juillet 2020 et décembre 2022, une digue de protection contre les glaces de 4,4 km et un chenal d'approche de 5,6 km de long et 510 m de large auront coûté 1,2 Md\$, financés à 70 % par des fonds publics. Novatek aura lui-même dépensé plus de 20 Md\$ pour le projet Arctic LNG 2 ([HighNorthnews.com](https://highnorthnews.com), 24 avril 2023). Le remorquage du 1<sup>er</sup> train (photo) est prévu cet été et sa mise en service est annoncée début 2024, le second devrait suivre fin 2024 et le 3<sup>ème</sup> et dernier en 2026 ([ProArctic.ru](https://proarctic.ru), 27 avril 2023). La Chine



continue de combler le vide technologique laissé par la sortie des entreprises occidentales des projets énergétiques russes dans l'Arctique. Depuis un an, Novatek cherche à se procurer des turbines à gaz cruciales pour son projet Arctic LNG 2. À l'origine, la société américaine Baker Hughes (avec l'allemand Siemens) devait fournir l'équipement pour liquéfier le gaz naturel et produire de l'électricité à l'usine. Chaque ligne de production nécessite environ 150 MW. La société américaine a livré seulement 4 turbines sur les 20 prévues ([HighNorthnews.com](https://highnorthnews.com), 19 mai 2023 ; [Netfgaz.ru](https://netfgaz.ru), 16 mai 2023). Les turbines de substitution sont très probablement une modification de la turbine chinoise GT-25000 d'une capacité unitaire d'environ 25 MW, produites à Harbin, en Chine (celles américaines ont une puissance nominale de 73,5 MW). La Chine se serait engagée à fournir les équipements pour les deux premiers trains. Il resterait à éprouver le fonctionnement de ces matériels dans des conditions de grand froid, mais il semblerait qu'une turbine de ce type tourne déjà pour la production d'électricité à Yamal LNG ([Kommersant.ru](https://kommersant.ru), 16 mai 2023).

Les revenus de Yamal LNG ont augmenté de 96 % pour atteindre 1 100 milliards de roubles (14,7 Md\$) en 2022 par rapport à l'année précédente, tandis que le bénéfice net est passé de 5,3 Md\$ à 11,4 Md\$ un an plus tôt. Yamal LNG a doublé ses revenus et son bénéfice net l'an dernier, permettant à la société de réduire de trois fois sa dette envers ses actionnaires. Malgré les restrictions russes sur les paiements en dollars américains et en euros, Yamal LNG a ainsi donné la priorité au remboursement de sa dette aux actionnaires qui avaient financé le développement initial du projet. Le français TotalEnergies, qui a décidé de conserver sa participation de 20% dans Yamal LNG malgré son retrait dans Arctic LNG 2, a annoncé rencontrer des problèmes pour rapatrier sa part de dividendes.

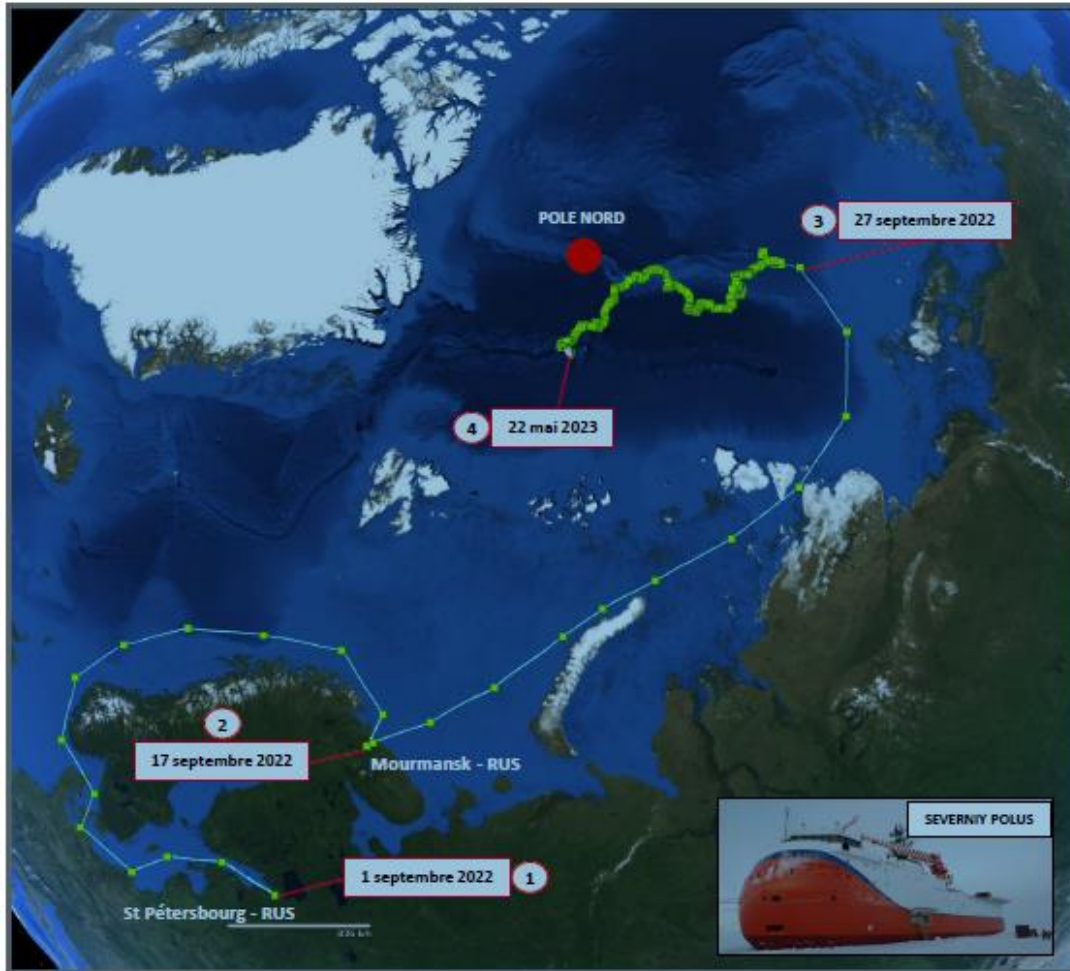
L'opérateur du projet a également confirmé qu'il paiera un impôt sur les bénéfices des sociétés plus élevé, 30% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 contre 16,5% pour les périodes précédentes ([Upstreamonline.com](https://upstreamonline.com), 17 mai 2023).

L'achèvement de la **construction du 1<sup>er</sup> tanker LNG Arc 7** commandé par Sovcomflot SCF au chantier Zvezda pour le projet Arctic LNG 2 de Novatek a été décalé d'un an pour 2024 ([Urdupoint.com](https://urdupoint.com), 26 avril 2023). 21 tankers étaient prévus pour le projet Arctic LNG 2, 15 construits par le chantier Zvezda avec le concours du chantier sud-coréen SHI, le 1<sup>er</sup> pour SCF et les 14 autres pour Smart LNG, une coentreprise entre Novatek et SCF. Les 6 autres sont construits par le chantier sud-coréen DSME (maintenant Hanwha Ocean), 3 pour l'armateur japonais MOL Mitsui O.S.K. Lines, et 3 autres pour SCF mais la commande a été annulée faute de paiement en mai 2022. Ces 3 derniers seront quand même achevés et vendus pour son propre compte – vraisemblablement à MOL ([Netfgaz.ru](https://netfgaz.ru), 24 avril 2023). Le chantier Zvezda a achevé les deux premiers. La tâche du 7<sup>ème</sup> a été découpée en février 2022. Une incertitude demeure sur la poursuite des tankers suivants en raison des sanctions occidentales qui privent le chantier de l'approvisionnement de la propulsion par Azipod finlandaise et des cuves françaises GTT. Novatek avait annoncé vouloir développer son propre projet 10070M Arc8 (bulletin du mois d'avril 2023).

Le sistership du **brise-glace** *Ilya Muromets* qui est affecté à la Marine nationale russe et stationné à Saint-Pétersbourg, le *Yevpatii Kolovrat*, est en transit pour rejoindre son port d'attache en Kamtchatka où il doit être affecté à la flotte russe du Pacifique ([TheBarentsobserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 16 mai 2023). Le baptême du 4<sup>ème</sup> patrouilleur canadien brise-glace HMCS *William Hall* a été célébré au chantier naval Irving à Halifax. Le premier de la série a été mis en service en 2020, le HMCS *Harry De Wolf* ([Cbc.ca](https://www.cbc.ca), 29 avril 2023).

Rosatomb et Novatek lanceront la navigation toute l'année dans la partie orientale de la RMN au début de 2024. Les **objectifs de trafic de la RMN** pour cette année sont d'atteindre 36 MT ([PortNews.ru](https://www.portnews.ru), 18 mai 2023). V. Poutine a exhorté à ne pas économiser sur le développement de la route maritime du Nord. Il a qualifié les plans de développement de la RMN comme l'une des priorités stratégiques de la Russie. Le flux de marchandises le long de la RMN visé à d'ici 2030 est de 216 MT ([Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 17 mai 2023 ; [Portnews.ru](https://www.portnews.ru), 17 mai 2023). Ce volume s'annonce très ambitieux. Même en additionnant le volume des 3 plus gros projets en production, on arriverait à 172 MT (21 MT, Arctic LNG2 21 MT, Vostok Oil, 100 MT de brut et AEON, 30 MT de charbon) ([TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 19 mai 2023). Alors que l'Europe prépare un 11<sup>ème</sup> paquet de sanctions, les États-Unis ont ajouté la société d'État russe FSUE Atomflot à la liste de leurs sanctions, une décision faisant suite à une [décision similaire](#) prise précédemment par l'Union européenne en février 2023. FSUE Atomflot gère la flotte de brise-glaces à propulsion nucléaire ([TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 20 mai 2023 ; [Portnews.ru](https://www.portnews.ru), 20 mai 2023). Les **sanctions occidentales** ne semblent pas pénaliser la Russie qui, malgré le plafonnement imposé à 60\$ le baril depuis fin 2022, exporte facilement sur brut vers l'Inde et la Chine au détriment des pays du Golfe et de l'Afrique de l'Ouest en surcapacité. Depuis début 2022, les importations de pétrole de l'Inde en provenance du Moyen-Orient ont chuté de 35 %, et la Russie rivalise désormais avec le Moyen-Orient en tant que premier fournisseur du pays. Dans le même temps, les importations chinoises de brut russe ont augmenté de 80 % ([gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 17 mai 2023 ; [Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 15 mai 2023).

Le gouvernement russe a investi 100 M\$ dès 2018 pour lancer le projet 00903 ou « *Severniy Polus* » (Pôle Nord). Dès sa mise en service en août 2022, le navire a appareillé de Saint-Pétersbourg afin d'effectuer quelques essais dans le golfe de Finlande. Il a ensuite rejoint le port de Mourmansk le 15 septembre, avant de repartir pour sa première mission de deux ans dans l'Arctique. Opéré par l'Institut de recherche Arctique et Antarctique (AARI), le « *Severniy Polus* » a pour mission d'entreprendre des recherches géologiques, acoustiques, géophysiques et marines dans les conditions les plus difficiles de l'Arctique. Ce déploiement au pôle Nord s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement socio-économique régionale appuyée par Moscou.



Suivi mission « *Severniy Polus* » en dérive dans la banquise (@[Airbus Defense/space](#))